



**Bureau du 31 mai 2018**

Membres en exercice : 17

Membres présents ou suppléés : 12

Membres ayant donné mandat : 1

Nombre de voix : 13

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 0

**DELIBERATION n°20180217**

**APPROBATION DE LA CONVENTION D'APPLICATION 2017-2020  
DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES  
AVEC LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE**

Le bureau de l'établissement public du Parc national des Cévennes, convoqué par courriel du 25 mai 2018, s'est réuni le 31 mai 2018 à 9h30, à la salle de réunion de la communauté de communes *Causse Aigoual Cévennes Terres solidaires* à l'Espérou, sous la présidence de M. Henri COUDERC :

Présents avec voix délibérative :

- M. Roland CANAYER, 1<sup>er</sup> vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- M. Jean-Pierre ALLIER, 2<sup>e</sup> vice-président du conseil d'administration de l'EP PNC,
- Mme Catherine CIBIEN, présidente du conseil scientifique de l'EP PNC,
- M. Lucien AFFORTIT, président de la commission *Tourisme* de l'EP PNC,
- Mme Isabelle FARDOUX-JOUVE, présidente de la commission *Patrimoine culturel* de l'EP PNC,
- M. Christian HUGUET, président de la commission *cynégétique* de l'EP PNC,
- Mme Michèle MANOA, présidente de la commission *EEDD-Sensibilisation* de l'EP PNC,
- M. Thomas VIDAL, président de la commission *Biodiversité* de l'EP PNC,
- M. Georges ZINSSTAG, président de la commission *Agriculture* de l'EP PNC,
- M. Martin DELORD, représente M. Denis BOUAD, président du département du Gard,
- M. Xavier CANELLAS représente M. Xavier GANDON, directeur de la DDT de Lozère.

Ayant donné pouvoir :

- Mme Sophie PANTEL, présidente du département de la Lozère, a donné pouvoir à Mme Michèle MANOA.

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu le décret n°2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,

Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le préfet de région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le préfet de région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°20170024 du 25 janvier 2017 du conseil d'administration de l'EP PNC par laquelle il délègue certaines de ses attributions au bureau,

Vu la délibération en date du 07/03/2018 du conseil municipal de Saint-Martin-de-Lansuscle autorisant le maire à signer la présente convention,



Sur proposition de la directrice de l'établissement,

Après un vote à l'unanimité, le bureau de l'EP PNC :

- approuve la convention d'application 2017-2020 relative à la mise en œuvre opérationnelle des objectifs et des orientations de charte du Parc national des Cévennes, avec la commune de Saint-Martin-de-Lansuscle ;
- autorise le président du conseil d'administration et la directrice de l'EP PNC à signer cette convention.

La secrétaire de séance,

La directrice adjointe,  
Laurence DAYE

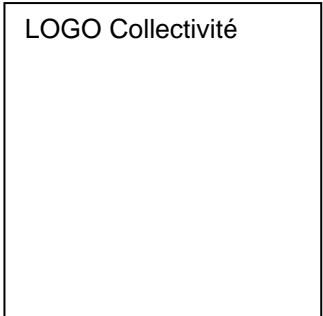
Le président du bureau,

Henri COUDERC



Parc national  
des Cévennes

LOGO Collectivité



# CONVENTION D'APPLICATION 2017-2020

## DE LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CEVENNES



**ENTRE**

la commune de **SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE**,  
représentée par son maire, Pierre **PLAGNES**, et  
dénommée ci-après « **la collectivité** », **d'une part,**

**ET**

**l'établissement public du Parc national des Cévennes**,  
représenté par son président, Henri **COUDERC**, et sa  
directrice, Anne **LEGILE**, et dénommé ci-après  
« **l'établissement public** », **d'autre part,**

# C

PARC NATIONAL DES CÉVENNES  
RÉSERVE DE BIOSPHÈRE DES CÉVENNES  
PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES

# CHARTRE



Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.331-3 et R.331-23,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,  
Vu le décret n° 2013-995 en date du 8 novembre 2013 approuvant la charte du Parc national des Cévennes,  
Vu les arrêtés préfectoraux n°2014139-0001 du 19 mai 2014 de M. le Préfet de la région Languedoc-Roussillon et n°2017111-0001 du 21 avril 2017 de M. le Préfet de la région Occitanie, constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national des Cévennes,  
Vu la délibération du bureau du Parc national des Cévennes du xx/xx/2018 autorisant la directrice et le président à signer la présente convention,  
Vu la délibération du conseil municipal en date du 07/03/2018 autorisant le maire à signer la présente convention,

## **Préambule**

La Charte du Parc national des Cévennes est un projet collectif du territoire qui a vocation à être mis en œuvre par l'ensemble des acteurs le composant.

La réussite de sa mise en œuvre repose sur l'implication et la mobilisation de tous les acteurs du territoire dans l'esprit de la démarche homme et biosphère.

Cette démarche consiste à favoriser une gestion durable des ressources naturelles pour le bien-être des populations et un développement respectueux de la nature et des cultures.

Cette recherche permanente d'un équilibre homme et nature durable, se construit dans le partenariat, le dialogue et la concertation.

La convention d'application est l'outil qui recense les actions faisant l'objet de partenariat pour décliner territorialement et de manière opérationnelle la charte.

**Les signataires ont convenu ensemble ce qui suit :**

### **Article 1 - Objet de la convention d'application**

---

La présente convention d'application de la charte du Parc national des Cévennes a pour objet :

- d'identifier et de réaliser un suivi des actions présentes ou à venir menées par la collectivité sur son territoire qui contribuent à la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes,
- de définir l'accompagnement de l'établissement public auprès de la collectivité pour mener à bien ces actions.

Le programme d'actions annexé pourra être révisé à mi-parcours.

Les deux parties s'engagent à contribuer à ce programme d'actions dans la limite de leurs moyens techniques, humains et financiers.

### **Article 2 - Territoire concerné et champ d'action**

---

La présente convention s'applique sur le territoire de la collectivité et dans la limite et le respect des compétences respectives de chacune des deux parties.

### **Article 3 - Date d'effet et durée de validité**

---

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature et prendra fin au plus tard 31 décembre 2020.

### **Article 4 – Gouvernance**

---

La collectivité désigne un **élu référent** correspondant de l'établissement public. L'élu référent assure un relais des actions entreprises et des informations auprès du conseil municipal et de la population.

L'établissement public est représenté par le **délégué territorial** du massif concerné. Il est le correspondant de la collectivité et s'assure de la coordination des actions de l'établissement public sur le territoire.

L'élu référent et le délégué territorial sont responsables de l'animation et du suivi de la présente convention.

Ils veillent à l'échange régulier d'informations sur les différents projets avec au moins une réunion physique à mi-parcours et une de bilan à la fin.

## **Article 5 - Communication**

---

### • **Valorisation de l'adhésion à la charte**

Les deux parties partagent le crédit moral des actions menées conjointement. Pour celles-ci, il sera systématiquement fait mention des logotypes des deux parties sur chaque produit résultant de ce partenariat (communications, éditions...).

Par ailleurs, la collectivité s'engage à valoriser son appartenance au Parc national des Cévennes en :

- utilisant sur ses supports de communication le **logo Commune du Parc national des Cévennes**.

L'établissement public fournira à la collectivité un kit de communication lui permettant de valoriser son adhésion à la Charte.

Enfin la collectivité recevra de manière privilégiée tous les supports de communication et actualités de l'établissement public.

### • **Respect des règles de publicité des financeurs publics**

Pour toutes les actions pour lesquelles la collectivité bénéficie de financements directs ou indirects de la part de bailleurs de fonds y compris pour des actions portées par l'établissement public, la collectivité s'engage à respecter ses obligations en matière de publicité. A défaut, elle en supportera les conséquences financières.

## **Article 6 – Modification de la présente convention**

---

Toute modification apportée à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

## **Article 7 - Clause de désaccord**

---

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Autant que faire se peut, les parties s'entendront à l'amiable pour résoudre leur différend dans l'exécution de la présente convention et si nécessaire la clôturer.

En cas de litige persistant, l'instance compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

La résiliation est sans effet sur l'adhésion de la collectivité à la charte du Parc national des Cévennes.

Fait à ....., le .../.../.....

**Le maire de SAINT-MARTIN-DE-LANSUSCLE**

**M. Pierre PLAGNES**

**Le président du Conseil d'administration  
du Parc national des Cévennes**

**M. Henri COUDERC**

**La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes**

**Mme Anne LEGILE**

## PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2020

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTRE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme élu référent : Pierre PLAGNES</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 1.1.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Est désigné comme délégué territorial référent : Mariane Benoit</li> </ul>	
<b>Réglementation de la publicité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Associer l'établissement public à la réflexion sur la mise en place d'un RIS (Plan de Fontmort ou village)</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesure 7.3.2</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner la collectivité dans le choix de l'outil adéquat (SIL ou RIS)</li> <li>Mettre à disposition la charte signalétique <i>Cœur de village</i></li> </ul>	STAP 48, CD 48, CD 07, intercommunalités, DDT
<b>Protection des rapaces</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer la présence de périmètres de quiétude dans les actions et projets, notamment règlementer la circulation et informer les porteurs de projets pouvant porter atteintes aux rapaces.</li> </ul>	<i>Mesure 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Informers sur le dispositif des périmètres de quiétude</li> <li>Suivre et actualiser la méthodologie d'élaboration</li> <li>Suivre tout ou partie des périmètres de quiétude (selon moyens disponibles)</li> </ul>	Associations locales de protection de l'environnement, animateurs Natura 2000
<b>Réglementation de la circulation motorisée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener une réflexion sur les enjeux de circulation existants au Plan de Fontmort (notamment Mont Mars),</li> <li>Si enjeux, règlementer la circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemin afin d'assurer la quiétude des rapaces et de limiter les conflits d'usages avec les randonneurs</li> </ul>	<i>Engagement de la charte Mesures 7.2.1 et 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fournir des cartes d'enjeux rapaces et des grands itinéraires de randonnée, assorties des principales préconisations</li> </ul>	
<b>Modernisation de l'éclairage public</b>	<b><i>La commune a déjà réalisé les investissements dans la modernisation de l'éclairage public (avec extinction en milieu de nuit)</i></b>	<i>Engagement de la charte Mesure 4.3.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser le public aux enjeux naturalistes lors du <i>Jour de la Nuit</i></li> </ul>	ADEME Occitanie, Région Occitanie, SDEE 48, ALE 48, SMEG 30, ANPCEN

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<p>Promotion de la technique de construction en pierre sèche</p>	<p><i>Dans le droit fil de la convention, il est à noter que cet engagement de la charte a déjà été réalisé par la commune directement avec les ABPS (chantier du temple)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réflexion à avoir sur la réalisation d'un autre chantier significatif en pierre sèche (four à pain), en maîtrise d'ouvrage ou dans le cadre de l'accueil d'un chantier-école</li> <li>• Former les agents communaux dans le cadre de formation co-organisée par l'établissement et le CNFPT</li> </ul>	<p><i>Engagement de la charte Mesure 4.2.3</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner la collectivité administrativement et techniquement</li> <li>• Mettre à disposition des documents de sensibilisation</li> <li>• Mettre à disposition un cahier des charges type</li> <li>• Aider à l'intégration des exigences sur la pierre sèche dans les documents de planification urbaine</li> </ul>	<p>ABPS CD 30, CD 48, CD 07 CGET Massif central CNFPT</p>
<p>Collectivité zéro pesticide</p>	<p><i>Un diagnostic et un plan d'amélioration des pratiques ont été réalisés en 2017. L'achat de matériel permettant aux agents communaux de mettre en œuvre des techniques alternatives est en cours (mutualisation avec Ste-Croix-Vallée-Française)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place des techniques alternatives aux pesticides</li> <li>• Relayer l'engagement et sensibiliser les habitants à la non-utilisation des pesticides</li> </ul>	<p><i>Engagement de la Charte Mesure 3.4.3.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en réseau et faciliter les échanges sur les bonnes pratiques</li> <li>• Mettre à disposition une plaquette de sensibilisation des habitants</li> </ul>	<p>Agences de l'eau et certains syndicats de bassin CNFPT</p>

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<p><b>Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) dans les établissements scolaires</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivre et s'impliquer dans le projet EEDD mené dans l'établissement scolaire de la collectivité</li> <li>• Participer aux frais engendrés par les déplacements pour la sortie de restitution du projet scolaire EEDD conduit avec l'établissement public</li> </ul>	<p><i>Mesure 1.3.4</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer une offre EEDD</li> <li>• Accompagner l'établissement scolaire dans sa mise en œuvre</li> <li>• Mettre à disposition des ressources (intervenants, documents)</li> </ul>	<p>Éducation nationale, acteurs locaux de l'EEDD</p>
<p><b>Valorisation des villages et des centres-bourgs</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accueil en 2018 d'un stage d'étudiants « Habiter le grand paysage » en partenariat avec l'école d'architecture de Montpellier</li> </ul>	<p><i>Orientation 4.1 Mesures 4.2.1 et 4.2.2</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Solliciter un réseau de partenaires</li> <li>• Proposer une réponse à la collectivité sur sa problématique (stage, étude interne ou externe, éventuellement appui financier)</li> <li>• Accompagner sur la méthodologie et sur un plan technique</li> </ul>	<p>ATCC CAUE DDT</p>



PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<p><b>Reconquête agricole et pastorale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En lien avec TERRA RURAL, volonté de recenser les terres disponibles et de mobiliser les éleveurs, dans le cadre de l'AFP, pour permettre notamment au GP de Fontmort de disposer de pâtures plus importantes,</li> <li>• Opération d'ouverture du milieu pour conforter les estives du GP en favorisant le sylvo-pastoralisme</li> <li>• associer l'établissement public à l'ensemble du projet et au suivi des travaux (définir avec lui en amont un cahier des charges des travaux et mener avec lui dès le début du projet une réflexion sur la gestion des terrains après les travaux (plan de gestion pastoral)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner techniquement la collectivité sur l'ensemble du projet</li> <li>• Participer à l'étude préalable comprenant un 1<sup>er</sup> état des lieux agricole, écologique et paysager afin d'évaluer le potentiel du site et aider à monter un avant-projet</li> </ul>	<p>TERRA RURAL, communauté de commune, Chambres d'agriculture, ONF, CRPF, DDT(M)</p>
<p><b>Commune sans OGM</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La première délibération a été prise, le reste de la démarche est à entreprendre (courrier pour recueillir l'accord et l'engagement unanimes de tous les agriculteurs de son territoire puis seconde délibération)</li> </ul>	<p>Mesure 5.5.2</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en réseau la collectivité avec les autres communes concernées</li> </ul>	<p>Les agriculteurs de la commune</p>

PROJETS	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	RÉF CHARTE	CONTRIBUTION DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC*	AUTRES PARTENAIRES IMPLIQUÉS
<b>Développement de trames de vieux bois</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer des arbres d'intérêt écologique et des îlots de sénescence dans la gestion des propriétés communales ou sectionales boisées en lien avec l'établissement public, et pour celles relevant du régime forestier, avec l'ONF lors de la révision de l'aménagement</li> <li>• Relayer cette politique auprès des propriétaires forestiers privés</li> </ul>	<i>Mesure 2.2.1</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser un état des lieux et un zonage de vieux bois avec la collectivité, à partir des données connues</li> <li>• Porter à connaissance de la collectivité les enjeux, lors des révisions d'aménagement forestier en forêt relevant du régime forestier</li> </ul>	ONF sur les propriétés communales ou sectionales relevant du régime forestier
<b>Voie Royale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretien des ouvrages de la Voie Royale</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'entretien des ouvrages via notamment l'organisation de chantiers collectifs</li> </ul>	ONF, DRAC, la commune de Saint-Germain-de-Calberte

\* L'accompagnement de l'établissement public est conditionné à une éventuelle priorisation des demandes à l'échelle de l'ensemble du territoire du Parc national.